

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

Par Gabriel BOUROVITCH

**Paris, 15 sept 2023 (AFP)** - Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'oeuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrial.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du Patrimoine Religieux, la valeur de ces édifices "dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

- "c'est ma place" -

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

- Tous droits réservés © 2023 AFP
- bb7715a45790ba0703fe7c965005316e091A1131a9b83f8282da35d